

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CGES Source Saint-Médard

le lac Ouest
24610 Saint-Martin-De-Gurson

Références : AD/UbD24-47/53/2026
Code AIOT : 0005205936

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2026 dans l'établissement CGES Source Saint-Médard implanté 23 le lac ouest 24610 Saint-Martin-de-Gurson. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CGES Source Saint-Médard
- 23 le lac ouest 24610 Saint-Martin-de-Gurson
- Code AIOT : 0005205936
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations de la Compagnie Générale des Eaux de Source (C.G.E.S.) ont pour activité principale l'embouteillage d'eau de source. Cette société est implantée sur la commune de Saint Martin de Gurson dans le département de la Dordogne et compte 46 salariés titulaires. La CGES fait partie du groupe ALMA qui représente 60% du marché de l'eau en France.

Cette eau, après traitement dans divers filtres propres à chaque forage (déferrisation, filtre à manganèse...), est embouteillée à partir de 2 lignes d'embouteillage qui permettent de sortir 280 millions de bouteilles par an. Après embouteillage, les bouteilles sont conditionnées en palettes, stockées et expédiées par camions.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'opération coup de poing régionale consacrée aux conditions de stockage des produits chimiques.

Lors de la visite, l'inspection a pu constater la bonne tenue du site, ainsi que le respect des points contrôlés relatifs au stockage des produits chimiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise un état des stocks mensuel des produits chimiques présents sur le site. Il tient également un registre d'entrée et de sortie des produits chimiques, à l'intérieur du bâtiment dédié à leur stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté, à la demande de l'inspection, la fiche de donnée de sécurité relative à la lessive de soude. Cette FDS est également consultable par les salariés ayant accès au bâtiment de stockage des produits chimiques, via un registre présent dans ce bâtiment. Une notice d'hygiène et sécurité est également affichée pour chaque stockage de produit chimique. L'exploitant signale également la mise en œuvre d'une formation, effectuée en interne et à une fréquence annuelle, des agents appelés à manipuler des produits chimiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de</p>

données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les produits chimiques sont stockés dans un bâtiment fermé, avec un contrôle d'accès sécurisé aux agents autorisés, ainsi qu'une caméra de surveillance. L'inspection a pu constater la bonne mise en oeuvre des mesures de lutte contre l'incendie relatives à l'utilisation de la lessive de soude : présence d'extincteurs appropriés. Un absorbant est également présent dans le bâtiment, en cas de déversement. Des gants, masque, combinaisons et douches de sécurité sont également à disposition des agents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Les produits chimiques stockés dans le bâtiment dédié au stockage sont mis sur une rétention de volume adapté. De plus, le bâtiment dispose d'une dalle béton imperméable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

A chaque produit stocké est associée une rétention respectant les règles de compatibilité.
De plus, le tableau de compatibilité des produits chimiques est affiché à l'intérieur du bâtiment de stockage.

Type de suites proposées : Sans suite